Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Le nom des communes de Marie-Galante et la formation de ses bourgs

Maurice Barbotin

Numéro 9-10, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1044182ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1044182ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Barbotin, M. (1968). Le nom des communes de Marie-Galante et la formation de ses bourgs. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (9-10), 133–151. <https://doi.org/10.7202/1044182ar>

Le nom des communes de Marie-Galante et la formation de ses bourgs

par

le Père Maurice BARBOTIN

Il est logique de commencer cet article par l'origine du nom de notre île ; j'aborde cette question un peu à contre-cœur, ne pouvant y apporter une réponse définitive. On lit bien de tous côtés que Christophe Colomb lui a donné le nom du bateau qui le portait à son second voyage en 1493 ; ceux qui avancent cette affirmation se révèlent bons copistes, mais pas assez historiens. Personnellement je ne me prononce pas, n'ayant pu aller dépouiller les archives espagnoles.

Il est certain que le nom de notre île est en rapport direct avec celui du bateau en question, Fernando Colomb, le fils du célèbre navigateur le signale en passant, mais n'oublions pas que cet écrivain n'était qu'un petit garçon lors du fameux voyage ; son livre, écrit d'après ce qu'il avait entendu dire et des notes laissées par son père, ne parut qu'en 1571, soixante huit ans plus tard ! La précision d'un détail si minime a pu ne pas attirer son attention. D'autre part, la première carte de nos îles dressée par de La Cosa, géographe de Christophe Colomb, porte *Santa Maria Galante*.

Comment s'appelait la caravelle en question ? Était-ce la *Maria-Galanda* ou la *Maria-Galante*, ou la *Santa-Maria*, ou la *Santa-Maria Galante*, ou autrement ? Il faudrait, semble-t-il, minutieusement dépouiller les archives pour le dire, car à cette époque l'usage des surnoms pour les bateaux était habituel. Ainsi la *Santa-Maria*, si célèbre, du premier voyage ne s'appelait pas ainsi ; c'était la *Gallega*, « La Galicienne », Colomb lui avait donné ce surnom par dévotion. La Nina s'appelait de son vrai nom la *Santa-Clara* et *Pinta* n'était pas

le nom du troisième bateau, mais son surnom. De telles constatations invitent à beaucoup de circonspection avant d'affirmer. Je ne sais si de sérieuses recherches sur les noms et surnoms des bateaux de Christophe Colomb à son second voyage ont été faites, je n'en ai pas trouvé traces.

Quoi qu'il en soit, nous voyons certes ce navigateur utiliser le nom de ses souverains ou des noms géographiques pour baptiser les terres qu'il découvre, mais il préférerait en général des vocables religieux.

On en ferait toute une litanie : *San Salvador, Santa Maria de la Conception, Los Santos, Santa Maria la Guadeloupe, Santa Maria l'Antigoa*, etc... Or, *Maria Galante*, en langue de l'époque, souvenons-nous des vocables du Moyen Age, se serait traduit « la Gente (Vierge) Marie », la Vierge Marie d'une bonté pleine de délicatesse. Ainsi nous avons tout lieu de croire que ce n'est pas pour perpétuer le souvenir d'un bateau, ce qu'il n'a par ailleurs jamais fait, que Christophe Colomb baptisa ainsi notre île, mais bien plutôt en *ex voto* à la Gente Vierge Marie ; témoignage de reconnaissance pour ses succès passés et l'excellente traversée qu'il venait de faire avec une rapidité inespérée : vingt jours seulement depuis les Açores.

Le bateau, pensons-nous, avait simplement bénéficié de la même source de dévotion pour le choix de son nom ou de son surnom.

Si l'on s'en tenait strictement au titre de cet article, on n'envisagerait que la fin de l'histoire de notre île, car autrefois il n'était pas question de communes ; mais notre sujet remonte aux origines.

Comme on le voit les Européens ne se souciaient pas du nom indien des terres qu'ils découvraient, pourtant les Caraïbes connaissaient et aimaient bien *Marie Galante* ; pour eux c'était *Aïchi*. Leurs esclaves, les femmes arawaks, la connaissaient sous un autre nom : *Turukaera* (prononcez Touloukaera) l'île aux touloulous. Le choix de cette appellation s'explique fort bien : les premières traces d'une présence arawak vers l'an 200 et les vestiges d'un village de ce peuple vers 550 sont situés au milieu d'une côte où sur 8 km surabondent ces jolis petits crabes rouges et noirs.

A l'arrivée des Français dans l'île, la toponymie se réduisait à un seul nom : *Marie-Galante*, on disait plutôt *Marie-*

géné.
Colonies.
Direction de la Guadeloupe.
place de la pointe à pitre et dépendances
Batiments militaires.
projets pour 1830, art. 7.
année 1829.

Tableau des terrains situés dans l'intérieur et à l'extérieur du Bourg,
appartenant au Roi, avec l'estimation de ceux disponibles.

N°1. ce terrain doit autrefois occupé par une partie des anciennes cabanes comme en preuve de cette et dans l'intérieur du terrain descendu de la cadence, n'a, on parait de cette, estimé	3000 ^{fr}
N°2. l'hôpital doit autrefois bâti sur cet emplacement, nous pensons qu'en pourait construire un ouvrage sur le terrain de la même manière de la cadence, et continuer dans le même cas, n'a, on parait de cette, estimé	7000 ^{fr}
N°3. terrain destiné à l'agrandissement du bourg, n'a, on parait de cette, estimé	7000 ^{fr}
N°4. ce terrain destiné à l'agrandissement du bourg, pour Valer	7000 ^{fr}
N°5. terrain but, pour préparer une construction, pour le Valer	2000 ^{fr}
N°6. terrain actuellement bâti, a été engagé par un propriétaire, pour la religion, carmes, premiers propriétaires, nous le pensons, pour le Valer	1000 ^{fr}
N°7. terrain obtenu par la commune pour y bâtir l'église, pour la religion, pour le Valer, mais pas de cette de ce projet bien en règle, je le pense pas même comme non disponible, et je ne le compte pas	1000 ^{fr}
N°8. ancien emplacement d'un bâtiment, non disponible	
N°9. terrain occupé par un bâtiment, occupé actuellement par un vieux B°, non disponible	
N°10. terrain occupé par la fosse -- non disponible	
N°11. terrain à vendre pour cultures et jardins, estimé	1500 ^{fr}
N°12. terrain, le même grand pour le Valer, pour y construire un 2° maison	
N°13. terrain à vendre pour cultures de camell, estimé	4000 ^{fr}
N°14. terrain à vendre pour cultures de camell, estimé	7000 ^{fr}
N°15. terrain cédé au bourg, pour servir de cimetière	
N°16. terrain dans lequel le bourg prend son toit	
N°17. terrain obtenu par le bourg, pour y bâtir la presbytère en B, mais observation qu'en fait y, pour la religion, et pour la commune, n'a, on parait de cette, estimé	
au total pour son usage, tout ce terrain, le lequel pour un usage, et pour le compte total de la valeur estimée des terrains au total dit pour le même usage,	36500 ^{fr}

legende, particuliere à la Batterie.

- A. emplacement proposé pour la caserne projetée
pour le Bourg, en 1830.
- C. magasin à poudre existant, entouré d'un mur de
claire -
- D. petit bâtiment en bois, ou loge de carrossier.
- E. restes d'une muraille et d'une creute dans le sol -
- F. mur circulaire creuté, construit par les anglais -
- G. restes d'un petit bâtiment qu'on disposait pour l'habitation des soldats -
- abside, terrain défendant de la B^{te} appelé aux environs -
- Ensuite, l'écriteau pour pour clore la B^{te} de la caserne
ne débarrassent point l'unique très pour laisser un espace inviolable
entre les maisons du Bourg, et les effondre à projeté, pour
construire cette B^{te} en un petit fort fermé -
- A. tout - I, mais plus haute que la haute mer.

autre l'organe!

K place de l'organe - peut être un peu plus étiré.

L. colise en construction.

M. place du gouvernement.

N. place de l'administration.

O. place d'armes -

P. colonne -

R. mur, construction pour les sacs pleins de
craie plus près des habitations pour le vent.

S. maison de bois, la longue et étroite.

T. l'organe qui sert mal à l'organe la machine
maintenant occupée par les troupeaux.

T. V. maison de bois qui sert à l'organe.

V. nouvelle machine pour les sacs pleins
de craie, la plus grande, et qui elle doit
recevoir les sacs.

Les appareils de bois pour les sacs
de craie.

Echelle de 300 mètres.

Leiré et Robine, par les Trouillignais,
promte à pétre, qu'ad et apia 30

Pickens
(signature)

Mrs. M. W. Pickens
(signature)

Dr. per la cura di Charleston
J. Dinsmore Esq.
Hutchinson

m o u i l l a q e

Plan de Grand-Bourg en 1829

(Archives nationales, section outre-mer, dépôt des fortifications, Marie-Galante, n° 18)

Galande. Les colons s'établirent à l'abri d'un petit fortin : une simple palissade de poteaux juxtaposés entourant une case. L'illusion de sécurité que leur donnait ce très modeste ouvrage lui valut d'être appelé le Fort.

Le pied des poteaux n'eut pas même le temps de pourrir en terre : cinq ans plus tard des Caraïbes massacraient la petite colonie et incendiaient tout ce qui pouvait brûler. Peu de jours après ce désastre un vaisseau apporta d'autres colons pour maintenir la présence française. C'était en octobre 1653. Ils choisirent un autre emplacement mieux adapté à la culture, un espace assez vaste, bien dégagé, une grande prairie, une savane, comme on disait alors. Ce nom de *La Savane* s'imposait d'autant plus que sur plusieurs kilomètres au nord, jusqu'à l'actuelle baie de Saint-Louis, l'île était boisée. L'habitation Grande Savane localise cet emplacement si on y ajoute le terrain sur lequel est construit Grand Bourg.

A cette époque il n'était pas question aux Antilles de hameaux, de villages, de communes, mais de quartiers et de bourgs ; on ne parlait donc en ces débuts que du quartier de La Savane. Chacun des nouveaux habitants y avait obtenu concession d'une terre de quelques centaines de pas au carré, ces habitations étaient assez bien groupées, et, là encore, pour leur sécurité les colons avaient construit un petit fort un peu moins faible que le précédent, au bord de la mer, à la limite du quartier. La cuisine de l'hôpital de Grand Bourg occupe cet emplacement. C'était le second fort de Marie Galante, c'est pourquoi, tout naturellement quand les habitants parlaient du quartier occupé par les premiers européens ils disaient : *Le Vieux Fort*. Cette appellation est restée en usage jusqu'à nos jours.

Les premières années la colonie naissante végéta : quelques défricheurs moururent ; beaucoup d'autres repartirent découragés ; d'autres vinrent les remplacer, espérant mieux réussir, ainsi pendant douze ans la population fut sans cesse renouvelée ; en dix ans elle le fût totalement et son implantation, passablement mobile, ne s'écarta guère toutefois du quartier de La Savane et de celui du Fort.

En 1665, la nomination de M. Jean de Boisseret de Téméricourt comme gouverneur de l'île fut un grand bienfait. Le chiffre de population qui ne dépassait guère 350 habitants avant son arrivée était de 509 un an plus tard. Il ne fût pas

encore question de Bourg en cette année 1666, mais comme la population se multipliait dans le sud et l'ouest de l'île, la désignation des différents quartiers s'opéra d'elle-même.

En plus de ceux déjà nommés se constitua celui des Basses le long de la côte sud de l'île jusqu'au terrain d'aviation, à cette époque on appelait ainsi les « cayes », la barrière madréporique, montant jusqu'à fleur d'eau, croissant en mer à quelques dizaines de mètres du rivage. C'était la caractéristique de la côte de ce quartier.

Sur les hauteurs dominant Les Basses et La Savane ce fut le quartier de La Pirogue. Ce nom de « pirogue », au milieu des terres semble curieux à première vue. Il faut chercher l'explication dans la vie des Caraïbes. Ces Indiens fréquentaient beaucoup notre île ; pour faire leurs grands canaoas et leurs pirogues plus petites ils coupaient de beaux arbres dans les bois, sectionnaient la bille à la longueur voulue et la creusaient sur place. Quand le travail était suffisamment avancé, ils invitaient quantité d'hommes pour traîner la lourde pièce de bois jusqu'au bord de la mer, c'est là qu'ils achevaient la construction. Au lieu qui nous intéresse, il devait y avoir une pirogue commencée, abandonnée sur place, d'où le nom de « La Pirogue » ; il s'est imposé dès l'arrivée des premiers colons en ce lieu. Comme confirmation, notons que seules les embarcations caraïbes étaient appelées ainsi.

Tout l'ouest de l'île, depuis le quartier de la Savane jusqu'aux environs de la Pointe Cimetière s'appelait le quartier de la Grande Anse ; presque toute sa surface était occupée par les propriétés personnelles des héritiers de Boisseret ; son nom lui venait de la belle et grande baie de Saint-Louis qu'elle bordait. Une telle surface était trop étendue pour un seul quartier, le nom subsiste, il désigne maintenant un endroit où il n'y a pas d'anse. Cette anomalie vient de ce que le nom est resté attaché à la principale propriété de cette zone, celle de M. de Téméricourt, le gouverneur, située à la place de l'usine ou peut-être à Trianon (Roussel).

Entre La Pirogue et la Grande Anse, ce fut le quartier de Canada, nous ne savons pourquoi ce nom lui fut donné, mais il est toujours en usage. Par contre, celui du quartier de La Madeleine qui couvrait Faup et Morne Lolo n'a pas été conservé.

Enfin des habitants s'installèrent au sud-est de l'île, au quartier de la Cabesterre. Ce mot est un terme générique, il désigne la partie à l'est de chaque île, on le trouve pour cha-

cune d'elles et plusieurs l'ont conservé. Maintenant on dit Capesterre ; à cette époque c'était la Cabesterre, ou même sur certaines cartes on trouve « la Cab est Terre », cette dernière octographe illustre beaucoup mieux le sens du mot : toute la côte formant cap à l'est d'une terre.

Pour mention rappelons le quartier du Vieux Fort, en 1666 il n'avait de nom qu'en souvenir de l'ancienne colonie car en cet endroit il n'y avait plus que trois cases habitées par quatre miséreux.

Les premiers habitants de Marie-Galante étaient tous cultivateurs, ils plantaient surtout des vivres car ils ne pouvaient pas compter sur les produits d'importation. Ils cultivaient aussi un peu de tabac, mais en 1663 ou 1664 quatre habitants sans doute moins pauvres et surtout plus hardis adjoignirent à leurs plantations un peu de canne à sucre et construisirent de petits moulins tout en bois au large toit de paille ; la production était insignifiante. Après l'arrivée de M. de Téméricourt, cette culture se développa et il y eut bientôt douze petites sucreries. Une modeste, mais réelle exportation dut s'organiser, gênée comme dans toutes les îles françaises au XVII^e siècle par le monopole du commerce dont jouissait la Compagnie.

A la sortie de l'île, toutes les denrées devaient passer au « magasin du poids », c'était la douane et l'octroi de cette époque ; on y acquittait les droits et taxes au profit du roi, de la Compagnie propriétaire des îles, du gouverneur et du commis contrôleur des exportations. Un bâtiment fut construit à cet effet à proximité du mouillage, près du fort.

De plus, à cause des difficultés de transport dans l'île, faute de chemins et d'animaux de trait en quantité suffisante, il était nécessaire d'entreposer les marchandises à proximité du point d'embarquement, ce qui fit construire d'autres bâtiments. Enfin l'importation était privilège exclusif de la toute puissante Compagnie, il fallait aussi de la place pour mettre à l'abri les marchandises débarquées et organiser la vente. Toutes ces constructions s'appelaient « les magasins ». C'était le nœud vital de l'île, l'endroit où circulait l'argent liquide. Automatiquement les cabaretiers s'installèrent à proximité et les rares artisans non engagés par des habitants s'y établirent.

Un peu plus tôt en 1660, les Pères Carmes responsables de la vie spirituelle de l'île s'étaient installés, à l'emplacement de l'habitation Maréchal, c'était alors un endroit bien choisi,

mais l'épicentre économique de l'île s'étant déplacé vers le quartier du Fort et celui de la Savane, ils y achetèrent une propriété et y construisirent une petite chapelle en planches. Selon la coutume les tombes s'alignèrent autour de ce lieu de culte. Le port, le commerce et la vie religieuse regroupés en un seul lieu, le Bourg était né ; on ne lui donna aucun nom particulier, c'était « le bourg de Marie-Galante ».

Quelques années passèrent, en 1674 la guerre avec les Pays-Bas obligea le gouverneur à mettre l'île davantage en état de défense, surtout en réorganisant les milices. A dates fixes tous les hommes et garçons de plus de quatorze ans se réunissaient, en armes, pour faire l'exercice. Ceux des quartiers de La Savane, des Basses, de La Pirogue et de la Grande Anse venaient près du fort. Le lieu de rassemblement pour ceux de la Cabesterre et du nouveau quartier de Capharnaüm était une grande savane inoccupée, à l'herbe rase, qui se prêtait fort bien à cet exercice : tout le contre-haut du bourg de Capesterre.

Tout près de là, le mouillage n'était pas trop défavorable pour les bateaux de faible tonnage, il fut utilisé pour évacuer la production de ces quartiers ; là encore il fallut construire de petits magasins annexes de ceux du bourg. Quelques artisans et cabaretiers s'installèrent, c'était logique à proximité d'un lieu de rassemblement et de travail. Enfin peu d'années après, en 1686 semble-t-il, fut construite une petite chapelle en planches, les Pères du quartier de La Savane venaient de temps en temps assurer le service religieux. Toutes ces conditions réunies, ce très modeste centre où l'on ne comptait pas trente habitants fut considéré comme un bourg. Il fallut le différencier de l'autre ; le second prit le nom du quartier où il se trouvait : le bourg de la Cabesterre et le premier, établi à proximité d'une petite rivière morte, d'un marigot (celui qui se trouve à la sortie de l'agglomération en direction de Capesterre) prit le nom de Bourg du Marigot ou plus simplement, en vertu de la loi du moindre effort, de Marigot.

En 1691, il ne reste que le souvenir de ces deux bourgs : les Anglais ont tout pillé, tout brûlé.

Sitôt l'ennemi reparti, au cours des mois et des proches années suivantes, quelques centaines d'habitants revinrent, les anciens colons (les plus pauvres) et quelques nouveaux venus. Au lieu de traîner sans travail, mendiants, en Martinique ou

en Guadeloupe, ils retournèrent sur leurs petites parcelles de terre ; ils y survécurent très misérablement grâce à quelques cultures vivrières sur les hauts de l'île et à des plantations d'indigo au quartier de la Cabesterre et des Galets. Il était d'autant moins question de rétablir les bourgs que la guerre continuait ; le gouverneur général des îles voulait garder tous les Marie-Galantais en Martinique et en Guadeloupe pour renforcer la défense de ces îles. Quand une paix provisoire fut signée en 1698, le principe du rétablissement de notre île fut à peu près admis, cependant les autorités n'y revinrent pas : le gouverneur, M. de Boifermé, était en Martinique très occupé par son poste de commandant du fort de Saint-Pierre, mais plus encore par la gestion des biens de son beau-père, il lui suffisait de percevoir les revenus attachés à son titre de gouverneur de Marie-Galante et n'était pas du tout pressé d'y revenir. Il est admirable de voir comment en mai 1700 (donc avec deux ans de retard) il « obtient du roi la permission » d'y revenir, mais... au début de 1701 en était toujours à prendre ses dispositions pour pouvoir faire cette petite traversée ! La guerre reprit peu après et il fallut attendre 1708 pour avoir une paix plus durable.

Ne pouvant empêcher notre île de reprendre vie, le roi manda au gouverneur général et à l'intendant MM. d'Ambli-mont et Robert de « laisser subsister » Marie-Galante, et d'envoyer M. de Roussillon pour y commander. Sa mission était purement militaire, il n'avait pas à s'occuper de la vie économique malgré la ruine presque totale du pays. Comme aux dernières années du XVII^e siècle le gouverneur se faisait remarquer par ses absences très prolongées. Les autres cadres : le procureur du roi, l'intendant, l'arpenteur, n'y faisaient que de très rares et brèves visites ; le juge, décédé, n'avait pas été remplacé. Malgré cet abandon, le chiffre de la population augmenta peu à peu sans grande répercussion sur l'économie de l'île. Pendant plusieurs années la production resta presque uniquement de survie, toute axée sur l'alimentation. Il y avait bien de maigres récoltes d'indigo et de tabac, elles étaient minimisées au maximum dans les déclarations des producteurs pour ne pas provoquer le rétablissement du fisc, et puis les habitants n'étaient pas disposés à acheter les marchandises, au coût élevé, qu'auraient pu apporter les navires français. Faute de fret à transporter les vaisseaux de notre nation ne fréquentaient pratiquement plus notre mouillage.

Par contre, quelques navires étrangers venaient parfois

clandestinement acheter la production des habitants car l'indigo de Marie-Galante était de très bonne qualité et en échange ils vendaient leurs produits. Tous, hormis le fisc, y avaient avantage car, ne payant aucun droit et affranchis de l'arbitraire et vorace monopole de l'importation, dont jouissait la Compagnie, les Marie-Galantais vendaient au moins aussi cher leurs produits et bénéficiaient de prix beaucoup plus avantageux pour leurs achats. C'était le commerce interlope, on dirait maintenant la contrebande. Certes les autorités protestèrent avec véhémence dans leurs rapports. Ordre fut donné plusieurs fois de sévir avec dureté, mais en fait Marie-Galante était abandonnée, laissée à elle-même, la phrase officielle citée plus haut donne la note juste : « laisser subsister », aussi ceux qui sur place auraient dû réprimer cette indiscipline, fermaient les yeux, peut-être un peu apitoyés par la misère des habitants, mais surtout parce qu'eux-mêmes étaient les premiers à profiter de ce commerce interlope. Le trafic légal n'étant pas rétabli, le bourg ne le fut pas.

Il faut arriver aux environs de 1719 pour que l'île reprenne vitalité. Certes la reconstruction des deux bourgs était tout juste réamorcée avec celle d'une petite église en bois à Marigot et d'une modeste chapelle en planches à Capesterre. Certes le gouverneur de Boisfermé et le lieutenant du roi étaient encore très souvent absents, pour de bonnes raisons bien sûr ; certes du fort il ne restait qu'un tout petit abri en maçonnerie, tout juste assez grand pour recevoir la réserve de poudre et de la farine destinée aux soldats ; les militaires étaient éparpillés chez les habitants. Le gouverneur avait une modeste maison en planches là où se trouve le magasin Loulano sur la place du marché. Il n'était pas question, bien sûr, de palais de justice. En 1716, comme il n'y avait pas de volontaires pour remplacer ce magistrat mort quelques années plus tôt, le Conseil supérieur fit envoyer commission en blanc et demanda de désigner aux fonctions de justice les habitants de Marie-Galante que l'on trouverait les plus dignes d'exercer ces emplois. Ainsi fut fait : un habitant fut nommé juge, il tenait audiences à jours fixes à son domicile. Comme on le voit, Marie-Galante était bien bas.

C'est vers 1719 que la remise en activité de douze sucreries et de quatre-vingt-six indigoteries ne permit plus de faire passer l'ensemble de la production par le commerce interlope, il fallut rétablir la filière normale pour les importations et

les exportations et par là même reconstruire des magasins à Marigot.

Ce bourg reprit vie, tout commerce interlope ne cessa pas pour autant, on ne perd pas facilement de si bonnes habitudes ! Il semble que l'utilisation du mouillage de Capesterre ne reprit pas à cette époque, du moins pour le trafic légal.

Au cours des années suivantes, s'épanouit la très puissante habitation Saint-Louis, l'actuel Desmarais. Propriété de M. de Champigny, gouverneur général des îles, c'était la seule terre noble de Marie-Galante, elle avait droit au titre de marquisat. Le domaine s'étendait alors depuis Gaye ou Maréchal jusqu'à Chalet. Il n'était aucunement question de l'actuel bourg de Saint-Louis, mais pendant ce temps, de nouveaux immigrants s'installèrent au quartier du Vieux-Fort et un peu plus loin au nouveau quartier de l'Anse du Vent. Devenus assez nombreux, et se trouvant trop dépourvus de secours religieux, ils demandèrent la création d'une paroisse pour le nord de l'île. Le 25 mai 1726, une assemblée des habitants de ces quartiers se réunit officiellement, sous la présidence du gouverneur et par devant notaire, pour adresser au roi une demande officielle. Les signataires s'engageaient à couvrir les frais de construction d'une église en « maçonnerie de 40 pieds de long sur 20 de large » (13 m x 6 m 50), et d'un presbytère en torchis de trois petites pièces couvertes en paille. La demande obtint une suite favorable et c'est de cette époque que date la réorganisation administrative des paroisses de l'île, découpage qui détermine encore de nos jours, hormis quelques modifications de détail, les limites actuelles de nos communes.

Il fut donc stipulé que « la paroisse du Vieux-Fort commencera de la rivière Saint-François (actuelle rivière Saint-Louis) et finira à la ravine des Pitons, y compris le premier étage de la superficie de la barre de l'île ». Comme la région de Grelin, Péliesson, Borée, Etang Noir, Tacy et Bontemps-Rameau était inhabitée, les limites dans cette partie de l'île restèrent très imprécises ; au cours des décades suivantes, quand les colons s'y installèrent, Borée fut considéré comme appartenant à Saint-Louis. Plus tard cette section fut donnée à Capesterre.

La situation resta stabilisée sur cet équilibre jusqu'à la Révolution : Vieux-Fort, malgré le petit nombre d'habitants

Eglise et clocher de Grand-Bourg en 1820
(d'après Auguste Plée)

Hôtel du gouverneur en 1820 (d'après Auguste Plée)

groupés autour de l'église était considéré comme bourg, tandis que les Hauts commençaient à se peupler assez rapidement, on le voit sur la première carte détaillée de l'île, très beau travail exécuté en 1769. La population totale était alors de 12.400 âmes.

C'est au cours de cette période que Marigot commença en fait à changer de nom. Centre administratif et commercial, son développement fut beaucoup plus important que celui des deux autres bourgs, c'est pourquoi, au cours des années 1730-1790, les gens prirent l'habitude de dire « le Grand Bourg », par simple comparaison, car son importance était toute relative. L'église encore petite était au même emplacement que maintenant. Une grande allée plantée d'arbres partait de là en direction de Capesterre par le bord de mer, c'était la promenade des amoureux qui aimaient y rêver au clair de lune. Le fort ne pouvait contenir qu'une section du corps de garde ; les soldats, d'habitude une trentaine, logeaient et travaillaient chez l'habitant. Il n'y avait pas d'hôpital car chaque habitant détenteur d'un certain nombre d'esclaves était tenu d'avoir une case-hôpital sur sa propriété, en réalité c'était une infirmerie où les malades et les femmes en couches étaient visités par un médecin et soignés à la manière du temps.

A la Révolution Vieux-Fort et Capesterre conservèrent leur nom. Celui du Grand Bourg fut jugé trop vulgaire et pas assez patriotique, le ci-devant Marigot devint Réunion. Décision administrative sans effet dans l'usage courant : le peuple avait abandonné l'ancien nom, il n'adopta pas le nouveau et disait toujours le Grand Bourg, à tel point que dès le début du XIX^e siècle on trouve ce terme dans la plupart des actes officiels.

Cette petite ville connut son apogée entre 1820 et 1838. La relative prospérité économique donnait activité au port. Les voiliers venaient assez nombreux au mouillage. Plusieurs familles avaient leur petite barge pour faciliter leurs déplacements et faire face aux besoins de leurs habitations. Des maisons construites en pierre de taille jusqu'au plancher du premier étage donnaient une allure d'aisance à la ville. Trois belles allées bien droites, bien à l'équerre, aux arbres bien alignés, ceinturaient l'agglomération, boulevard périphérique avant le nom.

Le fort avait été amélioré par les Anglais. L'église, trop vieille et trop petite, à une seule nef et deux chapelles latéra-

les, fut démolie vers 1827 pour être reconstruite, sans tarder, beaucoup plus grande, à peu près selon la superficie actuelle. L'ancien clocher, courte tour carrée coiffé d'une toiture pointue couverte d'essentes était bien minable. Il disparut avec l'ancienne église. Le cimetière primitif construit autour de la première chapelle fut recouvert par la nouvelle église et par les rues avoisinantes. Soit dit en passant, c'est sans doute là que se trouve la tombe de M. de Téméricourt, le premier gouverneur de l'île. C'est de cette époque que date l'ouverture du cimetière actuel.

Donnant sur l'actuelle place du Marché, enfin, l'hôtel du gouverneur avait encore fière allure. Certes il n'y avait plus de gouverneur en 1829 mais la nostalgie subsistait.

Ce vaste bâtiment en bois avait l'allure d'une très digne vieille dame qui prétend refuser l'addition des ans et un irrévérencieux rapport administratif le classe « bon à démolir » ; malgré tout, avec son cachet et le rappel du temps passé qu'il évoquait, l'hôtel du gouverneur contribuait pour une large part à faire du Grand Bourg une véritable ville ; on trouve d'ailleurs ce terme dans plus d'un arrêté des gouverneurs de la Guadeloupe.

Et l'hôpital ? Il n'y en avait pas. Pendant la Révolution et l'occupation anglaise on en parlait mais c'était une maison sans aménagements particuliers qui se trouvait à l'angle des rues du Presbytère et Beaurenom là où l'incendie de 1966 a fait ses ravages. Trente ans plus tard, en 1829, « l'hôpital », de quelques lits seulement, était installé dans une petite maison au carrefour de l'Etoile où se trouve la boutique de M^{me} Bazile Andoche.

La mare derrière l'église n'existait pas, la municipalité voulait acheter ce terrain pour la creuser. Le besoin d'eau douce augmentait et la mare utilisée à cet effet par l'ensemble de la ville ne suffisait plus, c'est la mare située entre l'hôpital et l'école des garçons.

Après le départ des Anglais vers 1815, les militaires occupaient une maison pompeusement appelée caserne, à l'emplacement du hangar des pompiers, puis ils vécurent regroupés en divers logements exigus, mal adaptés, loués au hasard des offres qui étaient faites.

En 1829, les canoniers logeaient dans une petite case derrière l'hôpital actuel tandis qu'une bonne partie des fantassins étaient près du marigot avant le premier pont. L'endroit,

envahi par les moustiques, fut jugé malsain et, peu après, ils devaient s'installer à peu près où habite M^{me} veuve Mary à proximité de l'Etoile.

Ils assuraient une surveillance près du débarcadère, mais ce corps de garde devait être plus que minable car un rapport officiel le qualifie de simple « appenti ».

Pour remédier à cet éparpillement de la troupe et aux mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles vivaient les soldats, il y avait projet de construire une caserne. Comme beaucoup d'autres dossiers, il traîna des années dans les cartons du ministère de la Marine pour aboutir enfin en 1842 ou 1843 à l'édification d'une robuste construction dans l'enceinte du fort. On la voit encore de nos jours, c'est le premier bâtiment de l'hôpital Sainte-Marie.

En ce début de 1838, le Grand Bourg était à son apogée, en quelques heures la belle apparence de cette agréable petite ville fut anéantie. Le 17 mai, après le coucher du soleil, un incendie ne put être maîtrisé et se propagea rapidement. Au lever du jour, il ne restait presque rien : seule l'église et de très rares maisons construites à l'écart avaient échappé à la catastrophe.

Dès le 18, le gouverneur de la Guadeloupe envoyait du ravitaillement et réquisitionnait deux bateaux, avec leur chargement de bois ; ils venaient d'arriver à Basse-Terre. Cette double cargaison permit à M. Parent d'Augsbourg, capitaine, directeur du Génie, de construire, à la demande de la municipalité, des barraquements pour abriter la partie la plus malheureuse de la population sinistrée.

Dès le 20 mai, le gouverneur envisageait la reconstruction et recommandait à M. Parent de prévoir « de concert avec M. le Maire » un plan d'urbanisme, cette décision n'eut malheureusement pas d'effet : le tracé des rues du centre ne fut pas modifié et la périphérie du bourg fut reconstruite n'importe comment, faisant même disparaître les trois beaux boulevards.

Nous avons signalé que l'église avait été épargnée. Ce ne fut qu'un sursis : en 1843, lors du tremblement de terre, elle fut assez gravement endommagée. L'architecte profita de sa reconstruction pour y ajouter le clocher actuel. Elle fut rouverte au culte en 1847.

C'est ainsi que gênée par le grand tremblement de terre et contrecarrée par le cyclône de 1865, peu à peu, cahin

caha, Grand Bourg reprit vie. Les nouvelles constructions eurent moins bel aspect que par le passé.

Comme si le sort s'acharnait à empêcher cette petite ville de prospérer un vaste incendie le 12 août 1902 détruisit encore une grande partie du bourg et en 1968 le même fléau anéantit tout un quartier soit dix-sept maisons.

Revenons en arrière ; le 30 septembre 1837, un décret réorganisant les communes de la Guadeloupe apporte de nouveaux changements dans notre île. Les paroisses du Vieux-Fort et de la Capesterre ne sont pas modifiées mais celle de Grand Bourg est divisée en deux : d'une part, la ville et sa banlieue, d'autre part la campagne. Cette décision ne correspondait à aucune réalité : le 9 février 1850 elle fût rapportée ; il ne fut plus question de Grand Bourg Campagne.

A cette même époque une autre décision eut une portée tout aussi éphémère : en 1838, après l'incendie, la municipalité du Grand Bourg sollicita du roi l'autorisation d'appeler Joinville le bourg qu'elle allait reconstruire. Ce nom avait été choisi en l'honneur du prince ainsi appelé qui venait d'effectuer un voyage triomphal en Guadeloupe. En décembre, le roi donna la permission. Les actes officiels adoptèrent la nouvelle appellation mais cette fois encore, le peuple n'en tint pas compte et en 1850 le nom de Grand Bourg fut définitivement adopté.

Puis ce fut au tour de Vieux-Fort de subir sa transformation. Jusqu'en 1843 il ne fût question que de la paroisse Saint-Joseph du Vieux-Fort, mais cette année-là, un tremblement de terre détruisit le bourg. Son emplacement ne plaisait guère à une grande partie de la population, car, outre le manque d'eau potable, les terres avoisinantes étaient très médiocres, la densité de la population ne pouvait augmenter dans ce secteur, par contre les Hauts où les terres sont bonnes et la pluie plus abondante étaient de plus en plus habités. Les communications entre les Hauts et Vieux-Fort n'étaient pas faciles. Enfin le mouillage était médiocre. La municipalité décida donc de transférer son siège en un endroit commode pour la plus grande partie des habitants, à proximité d'un bon mouillage : la baie de Saint-Louis.

Il y avait toujours l'habitation Saint-Louis, malgré le morcellement et la vente d'une partie de ses terres ; on l'appelait

plus volontiers Desmarais, du nom de la famille propriétaire. L'emplacement actuel du bourg était un vaste marécage séparé de la mer seulement par un cordon littoral de quelques mètres de large. Au nord de ce bas-fond un très léger morne dominait de toute la hauteur de ses trois ou quatre mètres, c'est là que la nouvelle église fut construite et le presbytère à côté, rectangle de grosse maçonnerie sans étage ni galerie. La surface exondée était plus large seulement aux abords de la mairie actuelle ; il y avait là tout juste quelques cases de pêcheurs. Les eaux dormantes rendaient l'endroit malsain, la mairie, la brigade de gendarmerie, les contributions, les gardes champêtres s'installèrent à Courbaril. Un vague chemin reliait l'habitation Saint-Louis à la plage, mais par temps de pluie le marécage reprenait ses droits et le recouvrait. J'ai connu un ancien, Elie Basileu, né en 1853, il me racontait comment dans son jeune âge, à certains jours, ses parents étaient obligés de le porter sur leurs épaules, avec l'eau jusqu'aux genoux, et parfois plus, pour aller de Desmarais à l'église.

Telle était cette commune au milieu du XIX^e siècle : elle n'avait plus de bourg et avait pris le nom de Vieux-Fort Saint-Louis. Ce nom était beaucoup trop long ; Vieux-Fort conserva le sien, tandis que la commune ne garda que celui de Saint-Louis. Par la suite la gendarmerie fut supprimée et la mairie construite au bord de la mer. Le marécage a été progressivement comblé, surtout depuis 1950 et le bourg ainsi assaini a pu s'agrandir. Comme incendie mémorable celui de 1968 est le seul qui ait pris une grande extension : treize maisons furent réduites en cendres.

Le bourg de Capesterre par contre n'a pas subi de modifications profondes. Une église en maçonnerie fut construite en 1870 pour remplacer l'ancienne qui menaçait ruine ; incendiée en 1932, elle fût réparée dans l'état où nous la voyons aujourd'hui avec un nouveau clocher.

L'agglomération s'est assez peu développée, tranquillement, sans à-coups. Un plan d'urbanisme fidèlement exécuté donne à ce bourg le charme discret de la propreté.

Puissent ces enseignements du passé contribuer à un nouvel épanouissement des bourgs et des communes de Marie-Galante.

NOTE SUR L'HABITATION MURAT

L'importance grandissante de l'habitation Murat, près de Grand Bourg invite à donner quelques points de repère pour la comprendre.

Dès le début du peuplement sur la côte sud-ouest de Marie-Galante, après 1654, les terres en question furent mises en valeur mais les limites de propriété subirent semble-t-il plus d'une modification au cours des décades suivantes. Il faut arriver à 1720 pour trouver en ce lieu une habitation structurée et stable. A cette date en effet, Jean Poisson quittait la Martinique et venait s'établir à proximité de Marigot car il venait d'être nommé juge pour notre île. L'exercice de cette fonction ne suffisait pas alors pour nourrir son homme, il était habitant cultivateur comme les autres.

Sur la carte de 1769 on retrouve l'habitation Poisson à l'emplacement qui nous intéresse. Elle était de peu d'importance avec seulement huit cases d'esclaves ce qui devait faire un maximum de quinze à vingt personnes en âge de travailler. Une partie de cette main-d'œuvre était occupée aux cultures vivrières, car il ne fallait pas compter sur l'importation de denrées alimentaires ; on ne peut préciser l'activité agricole des autres travailleurs mais il est certain qu'ils ne s'occupaient pas de cannes à sucre.

Les documents sur l'histoire de cette habitation sont très rares ou inconnus à ce jour, toutefois on trouve un nouveau jalon en 1795 dans un recensement. L'habitation Poisson, sur le territoire de Grand Bourg, existait toujours, mais elle n'avait plus à sa tête qu'une veuve de ce nom. Tout porte à croire que cette propriété n'était qu'en survie défailante, ruinée comme beaucoup d'autres par la Révolution.

A cette même époque on trouve à Capesterre Dominique Murat, âgé de 54 ans, notaire et propriétaire d'une petite habitation caféière, son épouse Else Morel de 40 ans et leur fils Dominique âgé de 14 ans. Cette propriété et celle de Poisson, de trop peu d'importance ne furent pas confisquées à la Révolution.

Passée la tourmente on retrouve notre notaire, maître de l'habitation Poisson, devenu l'un des plus riches propriétaires

de l'île. Il serait intéressant de savoir si la mise sous séquestre du tiers des biens de Marie-Galante et leur liquidation n'est pas à l'origine de cette fortune assez soudaine.

On se souvient que l'essor de la vie sucrière à Marie-Galante date de la fin de l'Empire, le très beau moulin à vent de Murat est précisément daté de 1814. Son installation mécanique du type le plus ancien, à rolles verticaux et grand arbre en bois ne fut jamais modifiée par la suite¹. En contre-bas vers le sud on voit encore une petite cheminée ronde, c'est un vestige de la modeste sucrerie de cette époque.

La maison d'habitation est de toute évidence elle aussi du début du XIX^e siècle. Le chanoine Balivet écrit qu'elle fut construite selon les plans dressés par une demoiselle Murat, ancienne élève des Beaux Arts, mais malheureusement il ne cite pas ses sources. On ne peut toutefois s'empêcher en voyant cette construction d'y trouver une réplique flagrante du petit « château » qu'habitait à Chevilly-Larue, au sud de Paris, la célèbre du Barry, maîtresse de Louis XV.

La nouvelle forme de vie agricole qui venait de s'établir semblait devoir durer longtemps, elle devint périmée après quelques décades : la construction de la première sucrerie à vapeur de l'île vint amorcer la disparition des moulins à vent ; il fallut se moderniser ou disparaître. L'habitation Murat fut alors dotée d'une petite usine à vapeur, on en voit encore les ruines : les larges pans de murs au sud-ouest du moulin et la grande cheminée carrée attenante, on les reconnaît sans difficultés.

J'aurais bien voulu exploiter le fonds notarial de Grand Bourg pour préciser l'évolution de cette propriété, et des familles possédantes, mais les termites m'ont précédé et ils se sont à peu près assuré l'exclusivité de son exploitation ; d'autre part il n'y a pas de recensements nominaux pour la période qui nous intéresse.

De tout ce passé il ne restait il y a quelques années que de vagues ruines, envahies par les broussailles, condamnées à une disparition totale. Certes les intempéries eurent une part de responsabilité dans ces destructions, mais les grands coupables sont des hommes, et non des moindres. qui ne virent dans ces constructions qu'une carrière de pierres !

1. Pour une connaissance plus détaillée de ce type de moulins voir *Les Moulins de Marie-Galante* par le Père M. Barbotin, *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, n° 7.

Le moulin de Murat

Maintenant la S.O.D.E.G. a entrepris la restauration des bâtiments de cette habitation, sans doute la plus belle de la Guadeloupe, nous nous en réjouissons, et s'il n'est pas possible d'entreprendre beaucoup de travaux de cette importance il est à souhaiter que soient au moins respectés et protégés les vestiges du passé.

Père Maurice BARBOTIN.

BIBLIOGRAPHIE

- R.P. Du Tertre, **Histoire générale des Antilles habitées par les François**, Paris 1667-1671, 4 tomes reliés en 3 volumes in-4°.
- Raymond Breton, **Dictionnaire Caraïbe-Français**, Auxerre, 1665.
Dictionnaire Français-Caraïbe, Auxerre, 1666.
- German Arcienegas, **Les Caraïbes**, Buenos Aires, 1945.
- Louis Guilbaud, **Etapas religieuses de la Guadeloupe**, Basse-Terre, 1935.
- R.P. Labat, **Nouveau voyage aux Iles de l'Amérique**, Paris, 1742, 8 volumes in-12°

SOURCES

- Archives nationales, fonds des Colonies, sous-série C 8 A.
- Archives nationales, section Outre-Mer, sous-série G¹, recensements, Marie-Galante.
- Archives nationales, section Outre-Mer, dépôt des fortifications, Marie-Galante, n° 18.
- Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 9 H 7.
- Archives départementales de la Guadeloupe, recueil des actes administratifs et manuscrits de Jules Ballet.
- Bibliothèque du Muséum d'Histoire naturelle de Paris (Auguste Plée, ms 73, fol. 37).
-